



De la crise au développement autour du Lac Tchad

Éléments de stratégies pour une réponse
intégrée, holistique et durable

Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre



*Dr. Babatunde Osotimehin, Directeur Exécutif de UNFPA :
« Nous ne pouvons plus nous permettre de laisser les
jeunes derrière nous. Il est temps de faire fonctionner
le système humanitaire pour les jeunes en les engageant,
en s'attaquant aux facteurs de risque particuliers auxquels
ils sont confrontés et en maximisant leur capacité de
susciter une réponse locale, de reconstruire et de revitaliser
leurs communautés et leurs pays. »*

In The Huffington post : Young People on Frontlines of Humanitarian Response
(http://www.huffingtonpost.com/dr-babatunde-osotimehin/young-people-on-frontline_b_8072870.html)



De la crise au développement autour du Lac Tchad

Éléments de stratégies pour une réponse
intégrée, holistique et durable

Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre



Liste des acronymes

AOC	Afrique de l'Ouest et Centrale
BLT	Bassin de Lac Tchad
DD	Dividende démographique
DTM	Data Tracking Management de OIM
FAO	Food and Agriculture Organization of the United Nations
OCHA	Office for the Coordination of Humanitarian Affairs
ODD	Objectif de développement durable
OIM	Organisation internationale pour les Migrations
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
PDI	Personnes déplacées à l'intérieur
SMIAR	Système Mondiale d'Information et d'Alerte Rapide
SNU	Système des Nations Unies
SWEDD	Autonomisation des Femmes et le Dividende Démographique dans le Sahel
UA	Union Africaine
UN	United Nations
UNFPA	United Nations Population Fund
VBG	Violences basées sur le genre

Sommaire

Avant-propos	6
Remerciements	8
1. Introduction	9
2. Dividende Démographique : un paradigme holistique	12
3. Défis au développement des pays autour du Bassin du Lac Tchad	16
4. Considérations stratégiques	22
Construire la résilience des communautés à travers l'autonomisation des jeunes et des femmes	22
Promouvoir l'engagement politique des gouvernements pour accompagner la mise en œuvre de la feuille de route de l'UA pour le DD	24
Adopter une approche intégrée et holistique de partenariats	27
Promouvoir l'engagement des bailleurs de fonds et donateurs publics et privés à investir davantage pour des solutions durables aux défis de développement dans les pays	28
5. Conclusions	30
6. Bibliographie	33

Liste des tableaux et graphiques

Tableau 1

Indicateurs de la situation humanitaire dans le Bassin du Lac Tchad	19
---	----

Graphique 1

Temps de doublement de la population par pays selon l'accroissement démographique	16
---	----

Graphique 2

Variation de l'âge médian par catégorie de région (en années)	21
---	----

Graphique 3

Graphique comparatif du nombre de déplacés internes en raison de conflits par rapport aux fonds alloués de 2010 à 2015 dans le BLT	29
---	----



Avant-propos

Les réponses aux crises humanitaires et leurs relations avec les questions plus générales de développement ont fait l'objet de plusieurs réflexions auxquelles nous avons participé au nom du Fonds des Nations Unies pour la Population et en tant que Directeur de la Division des programmes en charge des questions d'urgence et de développement au niveau global, puis Directeur régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre. Les réunions du comité inter-agences de coordination humanitaire ont également été une opportunité de réfléchir sur les initiatives mises en œuvre pour apporter une réponse aux récentes crises humanitaires dans le monde, et particulièrement dans les pays autour du Lac Tchad; le Cameroun, le Nigeria, le Niger, le Tchad.

A toutes ces occasions, nous avons plaidé pour que les questions relatives à la dynamique démographique fassent l'objet d'une plus grande considération de la part de ceux qui se préoccupent de la situation sécuritaire en Afrique de l'Ouest et du Centre, et notamment dans les pays autour du Lac Tchad où la croissance démographique est encore élevée. Nous avons particulièrement soutenu cette orientation lors de la table ronde des bailleurs de fonds à Oslo le 24 février 2017 sur le Nigeria et la région du Bassin du Lac Tchad, qui a été un succès matière de la mobilisation des ressources. Cependant, malgré le consensus général qui s'est dégagé sur la nécessité de s'attaquer aux causes profondes en amont des conflits, force est de constater que les progrès restent mitigés. A l'évidence, les solutions préconisées jusque-là pour juguler les crises sont loin d'être optimales.

En effet, malgré l'augmentation des fonds déployés pour les urgences humanitaires, l'augmentation du nombre de crises est telle que, ces fonds deviennent de plus en plus insuffisants pour couvrir les besoins.

Ainsi, une grande partie de ces fonds est orientée vers la réponse humanitaire (65%) et le relèvement (30%) au détriment de la prévention qui ne représente que 5% des fonds alloués. Cette clé de répartition pourrait s'avérer inefficace car ne garantissant pas une solution durable aux crises.

Une réponse plus équilibrée, plus stratégique et beaucoup moins coûteuse à terme par le biais d'interventions qui s'attaquent plus aux causes profondes des crises qu'aux symptômes, serait plus optimale.

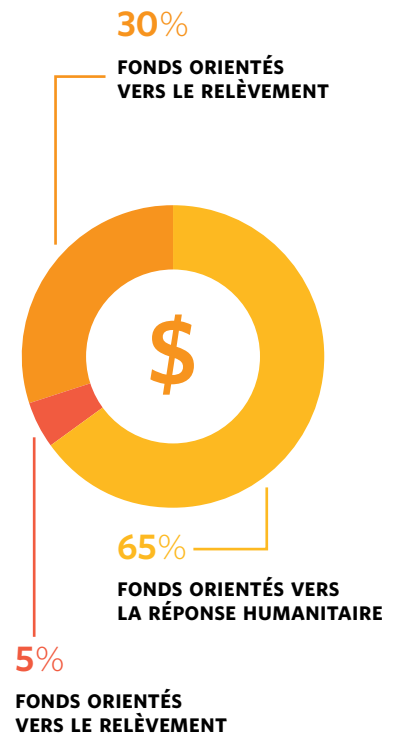
Ce document a été produit avec l'appui du Professeur Alioune Sall et la collaboration de certains collègues du Bureau Régional de l'UNFPA pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre. Il est le résultat d'une réflexion ouverte sur la crise dans les pays autour du Lac Tchad et trouve sa source dans l'analyse de situation de ces mêmes pays.¹ Il nous offre l'opportunité de jeter un regard critique sur l'efficacité de la réponse à la crise qui affecte les pays autour du Lac Tchad.

Les données, les évidences et nos expériences nous amènent à penser que la paix, la sécurité, la stabilité et le développement des pays autour du Lac Tchad restent fondamentalement tributaires de l'accélération de la transition démographique, sans laquelle nous allons continuer à assister à une demande sociale non satisfaite de plus en plus importante.

Les orientations proposées dans ce document montrent la nécessité d'aller vers une approche plus stratégique, intégrée et plus holistique avec l'ensemble des acteurs de développement et les gouvernements des pays concernés. Une telle approche basée sur une théorie de changement permettra de réduire la verticalité des programmes humanitaires et de développement dans cette région et d'apporter une réponse efficace, concrète et plus durable aux besoins des populations affectées. Elle fait également partie des innovations de l'agenda 2030, et pourrait commencer autour du « One UN » par la mise en œuvre d'un programme conjoint entre les agences du système des Nations Unies qui pourrait s'étendre plus tard aux autres partenaires, en utilisant les pays autour du Lac Tchad comme un champ d'expérimentation pour soutenir la Stratégie Intégrée des Nations Unies pour le Sahel.



Mabinque NGOM
Directeur Régional de l'UNFPA
pour l'Afrique de l'Ouest et du
Centre



1. « Dynamique démographique et la crise autour du Lac Tchad », UNFPA, AOC, 2017.

1

Introduction

L'ensemble des pays autour du Lac Tchad est le terrain d'une crise sécuritaire et humanitaire dont l'ampleur est exacerbée par les attaques perpétrées régulièrement par les éléments de groupes terroristes.

Des enlèvements aux exécutions sommaires, en passant par la destruction systématique des écoles et des centres de santé, le conflit asymétrique avec Boko-Haram est non-seulement celui de plusieurs millions de déplacés, celui de la précarisation des populations les plus vulnérables, singulièrement les femmes et les jeunes, mais aussi la conséquence de dynamiques économiques, sociales, politiques, religieuses, avec au centre de ce système, une forte croissance démographique, et en arrière-plan, la dégradation progressive de l'environnement et des écosystèmes.

Les modalités de réponses à ce conflit, comme trop souvent², sont essentiellement articulées sur un mode réactif : l'action humanitaire et les interventions militaires prenant la part belle des efforts engagés par les Gouvernements et leurs partenaires bilatéraux et multilatéraux. Il est un fait indéniable que le label du terrorisme islamiste, dans toute l'abjection qu'il évoque, est réducteur en ce qu'il fait bon marché de la complexité et de l'enchevêtrement des dynamiques de la conflictualité. Or, une compréhension fine et multiscalair de ces dynamiques, constitue un pré-requis essentiel à la formulation d'une stratégie durable de résolution et de prévention des conflits.

-
2. Un parallèle pertinent, trop souvent ignoré au profit de lectures culturalistes ou civilisationnelles superficielles, est celui que fait MM Mohamedou entre les organisations terroristes en Afrique de l'Ouest et dans le Sahel, et les grands cartels de la drogue en Amérique Latine, dont la résilience et la force résident dans une interaction parasitaire avec leur environnement social immédiat, et par une exploitation des plus vulnérables et des plus influençables, par la force ou en capitalisant sur le caractère limité des opportunités alternatives offertes à ces derniers.

Le présent document vise à apporter un éclairage sur la multiplicité des dynamiques sous-jacentes qui rendent ce parallèle pertinent, et qui justifient la mise en œuvre d'une action ciblée, qui dépasse l'action militaire, et dans laquelle la démographie constitue une variable essentielle et structurante. Ce document se fonde sur l'analyse de situation des mêmes pays « Dynamique démographique et la crise autour du lac Tchad » qui a été produit en interne par le Bureau Régional de l'UNFPA pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre. En particulier, la notion de dividende démographique sera mise en avant comme paradigme susceptible de structurer l'action, non seulement dans une perspective de résolution du conflit mais aussi de développement : le tandem étant essentiel à la durabilité de la première comme du second. Sa pertinence dans le contexte spécifique des pays autour du Lac Tchad sera ensuite explicitée, et des considérations stratégiques quant à l'action à mener seront ensuite proposées.

L'objectif ici visé est d'attirer l'attention des décideurs sur la nécessité d'un continuum entre action humanitaire et stratégie de développement, pour rester en phase avec la vision intégrée de développement durable que nous voulons réaliser à l'horizon 2030.





Amina J. Mohammed, Vice-secrétaire Générale aux Nations-Unies, allocution au Conseil de Sécurité du 9 Mars 2017 :
« qu' une approche holistique dans le Bassin du Lac Tchad est la seule voie vers une résolution durable du conflit ; holistique dans l'établissement du diagnostic profond du conflit, dans la formulation d'une stratégie de résolution du conflit, ainsi que dans la structuration de l'action à mener ».

2

Dividende Démographique : un paradigme holistique

Même s'il peut présenter des caractéristiques qui relèvent d'une discipline scientifique, le développement est un concept dont l'articulation par les uns ou les autres résulte d'un ensemble de préconceptions qui relève, plus ou moins consciemment, d'une posture idéologique. Il est un fait qu'à ce jour, l'influence de la pensée économique, teintée d'un accent libéral marqué, a certainement maintenu son ascendant sur des approches alternatives au développement.

Cependant, l'économisme subit des inflexions. Ainsi l'incontournabilité des ajustements structurels qui faisait partie de la doxa des années 80 n'est plus tout à fait de mise, et sans pour autant abandonner le credo libéralisant, le discours institutionnel sur le développement s'est enrichi, et il est aujourd'hui généralement admis que le caractère économique ne constitue que l'une de ses dimensions.

L'architecture des principaux programmes mondiaux que sont les ODD, et les OMD qui les ont précédés, porte témoignage de cette évolution dans les conceptions du développement.

Il n'en reste pas moins qu'en pratique, la dimension économique continue d'occuper dans les esprits une place prépondérante : celle du point d'origine d'une chaîne de causalités qui serait le processus même du développement. En particulier, l'idée que c'est de la résolution des problèmes économiques que résultera celle des problèmes sociaux, voire de ceux qui relèvent du domaine

politique ou du domaine sécuritaire, continue de prévaloir. Bien que l'argument puisse être défendu, une telle conception est doublement limitative :

- D'abord du point de vue conceptuel car elle repose sur l'hypothèse d'une causalité unidirectionnelle, allant dans un seul sens, alors que les facteurs économiques et sociaux par exemple devraient être considérés dans leurs interactions.
- Ensuite parce qu'elle restreint le champ de l'action à un espace qui est essentiellement celui de l'économie et dont la pratique nous montre que la portée peut être limitée.³

Il en va de même de l'attention accrue accordée aux enjeux sécuritaires, dans la mesure où celle-ci est généralement articulée à des modalités d'action qui relèvent de l'intervention militaire, et ce, souvent à l'exclusion de toute autre approche à l'appréhension et à la résolution de l'insécurité; surtout les approches sociopolitiques que l'on peut parfois voir poindre, ne sont que marginalement l'objet de beaucoup plus qu'une simple mention.

Dans cet univers réducteur, le « dividende démographique » marque une rupture, ou, à tout le moins, un tournant, par trois caractéristiques :

3. Ainsi qu'en est-il de l'enthousiasme qu'ont pu générer les taux de croissances du PIB élevés de beaucoup de pays africains au cours de la dernière décennie, mais qui en réalité se sont traduits par un accroissement des inégalités, et peu de progrès dans ce qui relève de l'emploi.



- > C'est, en premier lieu, un cadre de développement dont les conséquences relèvent positivement du champ de l'économique, et négativement du champ sécuritaire, mais dont les prémices conceptuelles viennent de la démographie ;
- > De plus, et en second lieu, dans la pratique, le dividende démographique requiert d'asseoir le champ d'action de l'économique dans un espace spécifique où les points de croissance ne suffisent plus à mesurer la performance ;
- > Il permet, en troisième lieu, d'appréhender les enjeux sécuritaires non plus seulement sur le mode réactif de l'intervention militaire, mais d'élargir ce champ à des modalités relevant de l'action sociale et sanitaire, et qui incluent naturellement la prise en compte des dimensions culturelles.

Au-delà des dynamiques démographiques actuelles et de la fenêtre d'opportunité qui leur est associée, le dividende démographique implique de structurer la pensée du développement, et donc l'action qui s'y rapporte, comme un processus multidimensionnel et justifiable d'un traitement multidisciplinaire. C'est ainsi qu'il est fait référence aux cinq leviers du dividende démographique que sont la transition démographique à travers l'accélération de la baisse de la fécondité, l'économie, la santé, l'éducation et la



bonne gouvernance. C'est aussi de là qu'est né son potentiel à être un paradigme intégrateur du développement. Il s'y ajoute qu'en tant que paradigme structurant, le dividende démographique évoque un processus concret, aisément visualisable, expérimenté dans d'autres régions du monde où il a joué le rôle de fil rouge de politiques publiques visant à une transformation structurelle.⁴

Adopter le dividende démographique comme paradigme intégrateur revient, en dernière analyse, à privilégier une démarche qui s'articule autour de trois postulats :

- Le premier est qu'il n'est de développement qu'humain. C'est reconnaître l'évidence, bien connue des prospectivistes, du puissant pouvoir structurant de la démographie dans l'évolution des sociétés ;
- Le second est que l'avenir est ouvert. En gérant les dynamiques démographiques et leurs conséquences, les sociétés peuvent évoluer vers l'avenir qu'elles jugent non seulement possible, mais aussi souhaitable ;
- Le troisième est qu'il faut, à l'instar de la notion de sécurité humaine par rapport à celle de sécurité au sens restreint, rétablir la centralité de l'individu, notamment des jeunes, et non plus des Etats, comme objet ultime de l'action des partenaires au développement et des politiques publiques.

4. La notion est comprise comme une transformation non seulement de l'économie, mais aussi du tissu social et de l'espace politique. Elle passe par un renforcement des capacités des populations à se prendre en main, et à faire preuve de résilience lorsqu'elles sont confrontées à l'imprévu.



ENCADRÉ 1 : COMPRENDRE PLUS SIMPLEMENT LE DIVIDENDE DÉMOGRAPHIQUE

Le Dividende démographique est la croissance économique générée par le fait d'avoir une proportion plus importante de personnes en âge de travailler.

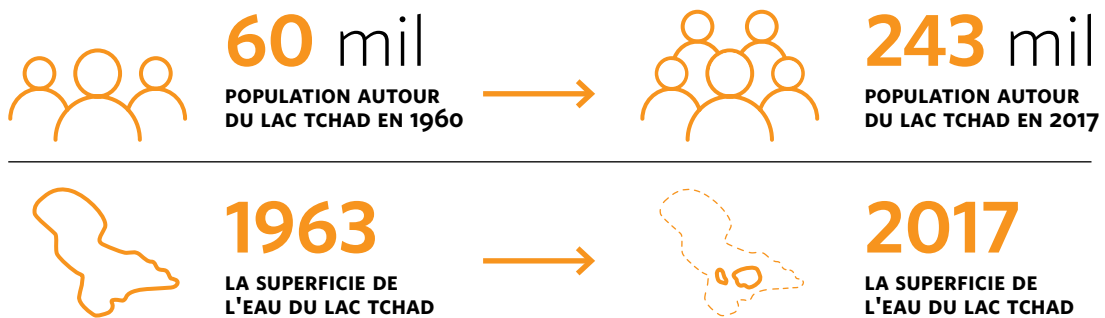
Autrement dit, un dividende démographique est un surcroît de croissance économique qui se produit lorsque la proportion de la population potentiellement active est supérieure à celle des personnes n'étant pas ou plus en âge de travailler. La création et la réalisation d'un dividende démographique reposent sur l'autonomisation, l'éducation et l'emploi des personnes, ainsi que sur une augmentation de l'épargne et des investissements en faveur des catégories productives.

Le dividende démographique dans son concept répond à la vision des ODD « Ne laissez personne derrière » en ce sens qu'il offre un point d'entrée vers le développement durable à travers le droit à l'accès universel aux services de santé sexuelle et reproductive pour tous. Une réponse efficace aux besoins non satisfaits en planification familiale pour les populations vulnérables dans les pays en développement permet de réduire la charge sociale des familles au profit d'un investissement producteur et bénéfique dans les secteurs de l'éducation, la santé et l'économie.

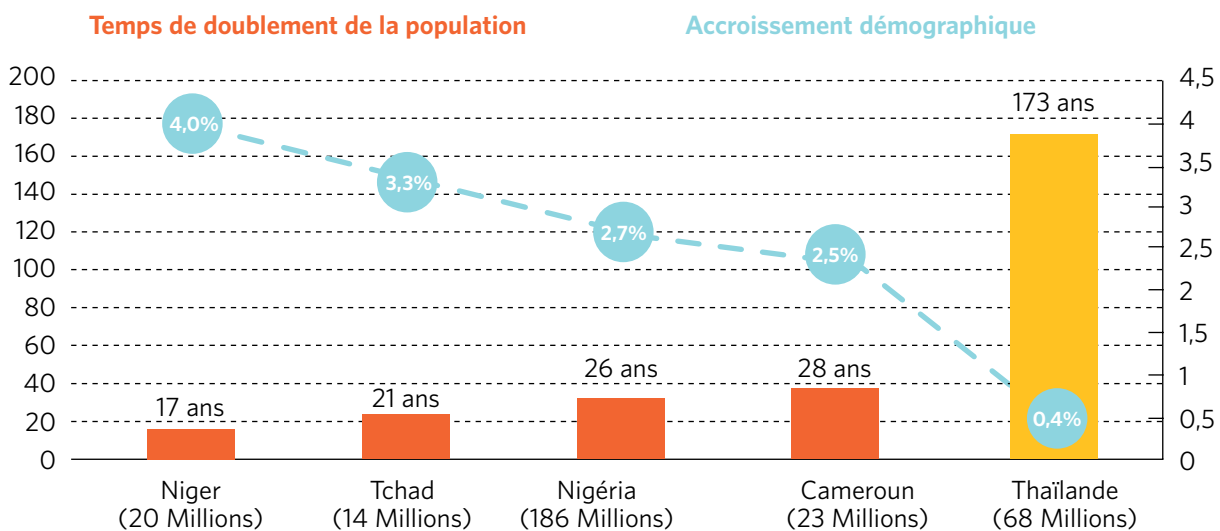
3

Défis au développement des pays autour du Bassin du Lac Tchad

L'ensemble des pays autour du Lac Tchad comme l'ensemble du Sahel est le lieu d'une forte croissance démographique. Son croît démographique est en effet l'un des plus élevés au monde, avec un doublement rapide de la population de chacun des pays du bassin ayant lieu sur une durée inférieure à celle d'une génération en moyenne (25 ans) en témoigne le graphique ci-dessous. En 50 ans, la population de l'ensemble de ces pays a plus que quadruplé passant de 60 millions en 1960 à plus de 243 millions d'habitants en 2017.



GRAPHIQUE 1 Temps de doublement de la population par pays selon l'accroissement démographique
Source : UNFPA-AOC, 2017





Par ailleurs, la région est confrontée à des changements climatiques qui accentuent la pression sur les ressources foncières, agricoles, halieutiques et hydriques.

La superficie du Lac Tchad n'est plus en effet que le dixième de ce qu'elle était il y a cinquante ans, avec 2500 kilomètres carrés en 2017, les surfaces de pêche et agricoles en étant réduites d'autant.

Dans un contexte de prévalence d'une économie qui s'est peu transformée et qui repose sur les activités de subsistance extensives que sont la pêche et l'agriculture, cette pression résulte avant tout, encore une fois, d'un taux de croissance des populations des plus élevé, qui est lui-même renforcé par le fait que la zone frontalière des pays autour du Lac Tchad est aussi celle d'un archipel d'étapes pour les aspirants à une migration vers l'Europe. La réduction des ressources en terres cultivables et en eaux, associée à

l'absence d'évolution de la structure des économies locales et à un croît démographique qui n'est pas soutenable dans la durée, est naturellement source de tensions, voire de conflits, et accentue la paupérisation des populations.



LA POPULATION DE LA RÉGION EST JEUNE ET MARQUÉE PAR LA VULNÉRABILITÉ DES ADOLESCENTES.

La fécondité des adolescentes (15 à 19 ans) est élevée et représente 15% de la fécondité générale alors que cette contribution est de 10% pour le Sénégal. Mariées trop jeunes, les adolescentes ont un faible accès à la contraception avec seulement 2% contre 39% au Kenya et 64% en Indonésie. Cette faible prévalence contraceptive s'explique par un accès limité aux services de planification familiale et au faible statut de la femme.

Dans le domaine de l'éducation, le bassin du Lac Tchad enregistre les taux de scolarisation les plus faibles, notamment chez les filles. En 2013-2014, le taux brut de scolarisation des filles au niveau du primaire était de 29% et seulement de 1% pour le secondaire, lorsqu'on considère uniquement les zones directement affectées par les crises à l'intérieur des pays. De même, les adolescentes ont un faible accès à la formation professionnelle, à l'emploi, à la santé. En 2014, seules 1,3% des jeunes femmes ont reçu des crédits pour leurs activités économiques.



LA FÉCONDITÉ DES ADOLESCENTES EST ÉLEVÉE ET REPRÉSENTE:

15% DE LA FÉCONDITÉ GÉNÉRALE

10% SENEGAL



ADOLESCENTES QUI ONT ACCÈS À LA CONTRACEPTION

2% RÉGION DU LAC TCHAD

39% KENYA

64% INDONÉSIE

Cette zone est également devenue l'objet d'une attention accrue avec l'apparition du mouvement insurrectionnel Boko-Haram, dont le conflit avec les armées régulières de l'ensemble des pays de la région, et non plus seulement du Nigeria, s'est traduit par une détérioration grave de la situation humanitaire. On parle en effet de plus de 2.6 millions de déplacés (Cf. tableau ci-dessous), et ce dans un contexte particulièrement propice à l'exacerbation des tensions entre les populations.

TABLEAU 1 *Indicateurs de la situation humanitaire dans le Bassin du Lac Tchad*
Source : DTM OIM 2017

Indicateurs (2016 & 2017)	Cameroun	Tchad	Niger	Nigeria
Personnes déplacées à l'intérieur des pays (PDI)	196,538	52,000	225,000	2,151,979
Nombre de PDI bénéficiant d'une assistance	15,168	28,750	135,621	41,359
Population réfugiée par pays ou territoire d'asile	342,973	369,540	124,721	1,395
Population réfugiée par pays ou territoire d'origine	10,581	14,940	1,390	167,988

Du fait de sa structure sociologique et économique, les pays autour du Lac Tchad sont également une zone où les activités économiques informelles, en particulier les activités transfrontalières, sont particulièrement intenses.⁵

La région est par ailleurs un espace particulier du point de vue de la sociologie religieuse de ses populations. Elle constitue en effet le point de séparation entre un islam confrérique, d'obédience soufie, et correspondant à une aire d'influence historiquement chérifienne, qui est aussi l'obédience des élites sur son versant Ouest, et un islam « réformé » d'inspiration salafiste sur son versant Est, dont les incursions ont été relayées par les populations nomades du Sahel, et qui ont trouvé un terrain fertile parmi des populations pauvres ou d'origine sociologique (lignagère) basse, et donc disposant d'un espace d'expression politique limité.

Cette carte historique et sociale explique, en partie, pourquoi l'insurrection Boko-Haram, aura pu bénéficier de l'interaction avec son environnement social immédiat et se développer. Boko-Haram est au départ un mouvement insurrectionnel qui s'est développé sur la base d'une grogne sociale résultant d'une désaffection croissante des populations de la région envers les Etats centraux d'une part, mais également envers l'establishment religieux, dans un contexte de sous-emploi, de manque de perspectives d'avenir prospère, d'absence de fait de tout démantèlement administratif suffisamment significatif pour autoriser une forme de service public digne de ce nom, d'influences de courants religieux proches de modes d'expression présentant une consonance politique forte.

Ce contexte était favorable à l'émergence de cadres sociaux capables de conquérir une certaine légitimité en produisant un discours articulé autour de la défense de l'identité musulmane et de l'opposition à un Etat oppresseur.⁶ C'est en raison de ces éléments que la réponse militaire à cette

5. Et dont la vivacité résulte aussi de l'exploitation de la ressource pétrolière du lac Tchad, surtout au Tchad même.

6. L'on notera que ce discours est d'autant plus prégnant que Boko-Haram offre un espace social de réalisation, notamment par l'emploi et le mariage.

insurrection islamiste est insuffisante dans la mesure où, dans le meilleur des cas, elle ne résout pas l'existence du lien entre le mouvement insurrectionnel et le terreau social sur lequel il s'est développée et continue de survivre en dépit des efforts déployés pour le réprimer. Dans le pire des cas, cette réponse militaire renforce ce rapport, notamment lorsqu'elle manque de distinguer les membres du mouvement insurrectionnel de ceux de leur environnement social immédiat.

Pour ceux qui sont soucieux de trouver une solution durable aux enjeux sécuritaires des pays autour du Lac Tchad et de juguler l'artère qui continue d'alimenter le mouvement insurrectionnel par le soutien nourri du désarroi des laissés pour compte de la région, l'accent doit donc être mis sur une approche qui prend en compte les réalités sociales et culturelles de la région.

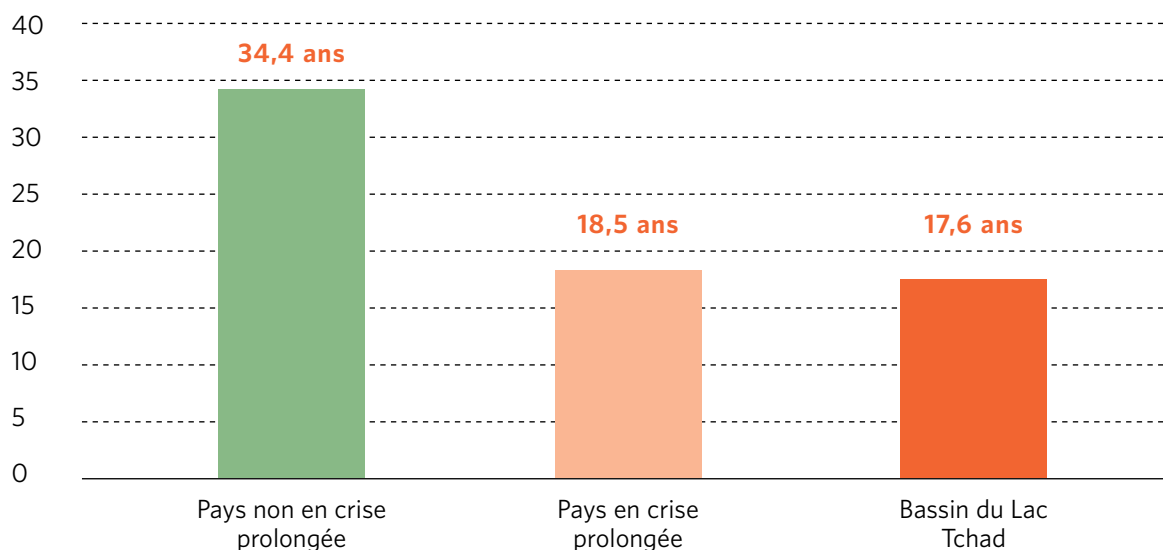
En amont, il est donc question de réhabiliter la légitimité des institutions séculaires, qu'elles soient locales ou nationales, administratives ou religieuses.

Et l'un des leviers les plus puissants dans une telle perspective est celui de l'action sociale relayée par ces institutions mêmes, qu'il s'agit de réhabiliter. Il est également question de gérer les sources de frustrations des populations locales, et plus précisément celles liées à l'emploi, qui est elle-même profondément liée au phénomène de pauvreté prévalent dans la région et qui passe par le développement des capacités des populations locales, qui faut-il le rappeler, sont pour leur grande majorité des populations jeunes.

7. Selon le SMAR de la FAO, une crise prolongée est définie comme étant «un environnement dans lequel une part importante de la population court de graves risques de mort et de maladie et peut voir ses moyens d'existence bouleversés, sur une période prolongée. Les crises prolongées présentent les caractéristiques suivantes: catastrophes naturelles ou conflits répétés, longue durée des crises alimentaires, bouleversement des moyens d'existence et capacité institutionnelle suffisante pour réagir aux crises».

En effet, en comparant la structure par âge dans les pays confrontés à des situations de crises prolongées⁷ y compris les pays autour du Lac Tchad, on s'aperçoit que comparativement aux pays ne connaissant pas de crise, la population est dominée par les jeunes avec un âge médian de moins de 18 ans contre 34 ans dans les pays non en crise. Cette relation est confirmée par d'autres études antérieures notamment celle conduite par Elisabeth Leahy et ses alliés (2007) qui ont montré que les pays qui avaient des structures par âge de la population très jeunes étaient plus susceptibles d'être confrontés à des situations d'insécurité que ceux qui avaient une structure d'âge mature.

GRAPHIQUE 2 Variation de l'âge médian par catégorie de région (en années)
Source : UNFPA, AOC, 2017



Il est enfin question de traiter du problème de pression démographique croissante dans la région, dans un contexte marqué par la rareté des ressources en terres et en eau pour les ménages et pour les villages, et aggravée par la péjoration accrue du climat. Bonne gouvernance, économie, éducation, santé y compris la planification familiale, sont ici les dimensions essentielles de l'action, qui sont aussi les « leviers du dividende démographique ».

En aval, il est question de traiter des conséquences du conflit, particulièrement de l'effritement du tissu économique et social résultant du caractère massif des populations déplacées, et de venir à bout de la précarité qui en est la conséquence, particulièrement pour les femmes et les enfants.⁸

Il est à noter que le type d'action que requiert le traitement de ces enjeux est, encore une fois, précisément celui, reposant sur une approche multidimensionnelle, qui est nécessaire à l'établissement des jalons de la survenue d'un dividende démographique. Il consiste en une approche multidimensionnelle combinant la protection des populations les plus vulnérables, particulièrement des femmes et des jeunes, et à l'établissement d'un environnement propice à leur autonomisation. D'abord par l'éducation et la formation, mais aussi par l'éducation complète à la sexualité et le planning familial, par la promotion de leur rôle dans les dynamiques sociales de la région pour leur conférer ainsi une forme de représentativité sociale, mais peut-être aussi politique, qui est elle-même la condition d'une ouverture élargie sur la sphère économique au-delà de l'informel. C'est par ce type de mesures qu'il sera possible d'aider la jeunesse des pays autour du Lac Tchad à être la force constructive qu'elle aspire désespérément à devenir, une jeunesse qui sera susceptible de porter l'objectif d'un dividende démographique.

8. Les femmes et les enfants sont les premières victimes de l'escalade de la violence, de l'environnement des camps de réfugiés. Ces derniers sont particulièrement propices aux abus de tous ordres et à l'exploitation des plus jeunes, que ce soit sexuellement, par le travail, ou par l'enrôlement plus ou moins forcé dans des organisations criminelles ou terroristes.

4

Considérations stratégiques

“Vous voulez les misérables secourus, moi je veux la misère supprimée.”
- Victor Hugo

Les interventions qui pourraient influencer sur les tendances démographiques actuelles dans les pays autour du Lac Tchad sont articulées autour de 4 axes suivants en rapport avec les différents acteurs (Gouvernement, partenaires techniques, bailleurs de fonds, société civile). Les recommandations qui figurent dans cette note stratégique constituent un point de départ pour suggérer ce qui pourrait être fait par les différents acteurs pour assurer à long terme le développement et la stabilité de la région.



SOCIÉTÉ CIVILE



BAILLEURS DE FONDS



PARTENAIRES TECHNIQUES



GOVERNEMENT

LES INTERVENTIONS QUI POURRAIENT INFLUER SUR LES TENDANCES DÉMOGRAPHIQUES ACTUELLES DANS LES PAYS AUTOUR DU LAC TCHAD

Construire la résilience des communautés à travers l'autonomisation des jeunes et des femmes

La mobilisation des leaders communautaires et religieux (qui sont très influents dans leurs communautés, et respectés, écoutés et crédibles) ainsi que les organisations de jeunesse pour accompagner et accélérer les transformations en cours, en veillant à ce qu'elles soient adaptées aux réalités culturelles de chaque pays.

Il est important d'interagir avec les organisations de la société civile et religieuses et promouvoir l'établissement d'un dialogue entre ces dernières et les gouvernements. Selon la logique d'autonomisation qui est au cœur des actions visant la capture du dividende démographique, il est important que les décisions susceptibles d'affecter les populations intègrent leurs points de vue. Inversement, il est important de faciliter l'expression des aspirations des différents groupes sociaux auprès des gouvernements ; encore une fois l'ouverture d'un champ d'expression politique est une condition importante de la promotion et de l'autonomisation de la jeunesse et des femmes, et les différents acteurs sont en mesure d'accompagner une telle expression politique dans un cadre apaisé et constructif, en opposition avec le mode violent qui peut prévaloir dans un contexte de conflit.

Au-delà des interactions avec le gouvernement, et à l'échelle des communautés, c'est le dialogue entre les représentations des différentes composantes de la société civile qui devient crucial. L'infléchissement des dynamiques démographiques passe par un travail qui touche au plus près les



fondements culturels des populations concernées. Promouvoir le changement de certains comportements dans les pratiques sexuelles, dans la santé reproductive et dans les rapports entre hommes et femmes, requiert une approche délicate de ces questions en raison de leur caractère sensible, et afin d'assurer leur adoption.

Ce tact culturel constitue un atout sur lequel il serait judicieux de capitaliser afin de promouvoir l'établissement d'un dialogue entre des groupes sociaux différents, surtout lorsque leurs rapports sont caractérisés par l'existence de tensions. C'est en particulier le cas entre la jeunesse et les autorités religieuses séculaires, dont l'anomie fait miroir à celle de l'Etat et de ses démembrements.

Promouvoir l'engagement politique des gouvernements pour accompagner la mise en œuvre de la feuille de route de l'UA pour le DD

Les responsables politiques des pays autour du Lac Tchad devraient s'efforcer d'améliorer leur gouvernance et de renforcer les Institutions nationales par la mise en place de réformes qui reflètent les engagements internationaux en matière de développement et renforcent l'état de droit, la prise en charge des questions liées aux droits de l'homme, à la justice, à l'égalité et à l'équité de genre.

Ils devraient également soutenir l'élaboration et la mise en œuvre de politiques nationales de développement tenant compte des stratégies de résilience, par l'intégration d'une analyse de la dynamique de la population fondée sur des données et une analyse de leurs liens avec le développement durable, la survenance de conflits, l'instabilité politique et les crises sécuritaires ou humanitaires. L'action gouvernementale doit permettre d'encourager et de soutenir le développement et la mise en œuvre de projets conjoints à l'image de celui sur « l'Autonomisation des Femmes et le dividende démographique dans le sahel (SWEDD) ». Les gouvernements devraient affirmer leur volonté de soutenir les actions en faveur de dividende démographique (Santé, Education, emploi, gouvernance, etc.) en mettant à disposition les ressources adéquates.



SANTÉ



EDUCATION



EMPLOI



GOVERNANCE

**LES ACTIONS DONT LES GOUVERNEMENTS
DEVRAIENT AFFIRMER LEUR VOLONTÉ DE SOUTENIR**

Il faut en effet à tout prix éviter que ne se reproduise le précédent de la Charte de la jeunesse africaine adoptée en 2006 mais dont la déclinaison en politiques nationales n'a jamais eu lieu, pire, nombre de pays n'ont toujours pas ratifié la charte à ce jour.

Un enjeu programmatique d'importance dans un tel contexte est précisément celui de la manière dont il est possible de décliner les orientations stratégiques définies au niveau continental en un programme national d'actions réalisables, et dont l'impact soit suffisamment apparent sur le court terme pour inscrire l'action dans la durée, celle-ci ne faisant sens que sur un terme relativement long. Le recours aux cinq leviers du dividende démographique, qui dépasse en les incluant, ces deux dimensions, dans une articulation particulière pourrait naturellement être sollicité pour la formulation d'inputs contextualisés par rapport aux enjeux nationaux spécifiques.

A titre d'exemple, l'expertise de l'UNFPA dans l'évaluation des dynamiques sociales et celle relative à la question du genre peuvent résulter en des apports pertinents dans le cadre d'initiatives de résolution de conflits, et d'actions visant à promouvoir l'accès à l'éducation. Au-delà de ces considérations spécifiques, la promotion du dividende démographique comme paradigme du développement passe par la prise en compte des enjeux qui lui sont afférents de manière systématique dans la formulation et la mise en œuvre de politiques publiques, au même titre que le sont de façon croissante les enjeux liés au genre ou ceux du développement durable. Et c'est ce vers quoi il faudrait tendre si l'on considère l'importance de la dimension démographique dans l'évolution des sociétés.





Adopter une approche intégrée et holistique de partenariat de développement avec les pays

L'expérience des pays autour du Lac Tchad peut être utilisée comme un laboratoire pour la concrétisation de l'intégration entre les Agences du système des Nations Unies à travers le développement et la mise en œuvre d'un programme conjoint avec un volet humanitaire pour adresser les défis de la région qui s'articulerait autour des différents leviers du dividende démographique. Le fait de mettre en place ce type de programmes présente des défis certains, qui vont au-delà de ceux consistant à surmonter les silos qui s'expriment par des réticences plus ou moins conscientes à envisager les enjeux à traiter au-delà du carcan conceptuel et méthodologique qui est celui d'un champ d'expertise donné. On peut en effet y ajouter les difficultés opérationnelles liées à des modalités programmatiques qui peuvent différer sur des aspects d'une importance fondamentale, comme par exemple l'horizon temporel au terme duquel les objectifs sont inscrits, ou encore l'établissement d'une hiérarchie de priorités entre les objectifs en question, ceux-ci fussent-ils communs.

Les nouveaux cadres de développement tels que les Objectifs de Développement Durable (ODD) et l'Agenda de l'Union Africaine sont prometteurs pour l'émergence du continent.

Avec son approche intégrée qui fédèrent tous les secteurs de développement autour de la variable population, l'atteinte des ODD à l'horizon 2030 et la réalisation de l'Afrique que nous voulons en 2063 dépendent fortement de la capture du dividende démographique.

L'articulation pour les décideurs politiques et les partenaires au développement, par le biais de la recherche et du plaidoyer, des relations entre la dynamique démographique et les conflits armés pour assurer le financement des programmes tels que la planification familiale, l'éducation des filles, la santé maternelle et infantile et la prévention des grossesses et mariages précoces, qui, pris ensemble, entraînent la baisse de la fécondité et de mortalité.

La mise en œuvre d'une telle approche devrait s'appuyer sur une théorie du changement pour des pays autour du Lac Tchad. Une telle théorie pourrait servir de cadre stratégique global de développement et de recherche de la stabilité dans des pays autour du Lac Tchad, et dont l'approche générale viserait en particulier à promouvoir la transformation de la multiplicité institutionnelle qui détermine les règles du jeu social dans les pays autour du Lac Tchad -y compris celle de l'UNFPA et de ses modalités de collaboration avec les autres parties prenantes institutionnelles- vers une architecture qui soit favorable à la captation d'un dividende démographique dans la région.

Promouvoir l'engagement des bailleurs de fonds et donateurs publics et privés à investir davantage pour des solutions durables aux défis de développement dans les pays

Malgré une tendance à la hausse des fonds mobilisés en faveur de la crise dans les pays autour de Lac Tchad, on assiste de 2010 à 2015, à une augmentation plus rapide du nombre de personnes affectées par la crise. De ce fait, les fonds mobilisés sont relativement de moins en moins suffisant pour répondre aux besoins des populations. Il est urgent que la communauté internationale considère la crise dans les pays autour de Lac Tchad comme une catastrophe mondiale susceptible de s'étendre à tous les pays du Sahel dont le contexte socio-économique et culturel n'est pas si différent de celui des pays des pays autour de Lac Tchad.

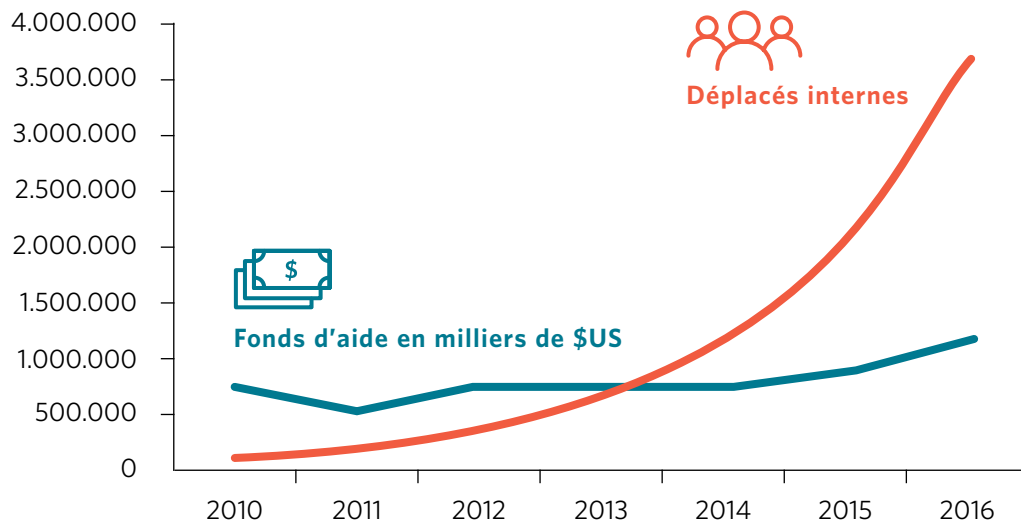
On constate aujourd'hui que malgré l'augmentation de fonds mobilisés pour les urgences humanitaires identifiées, le rythme de survenance de crises est tel que ces fonds ne suffisent pas à couvrir les besoins (cf. graphique 3).



GRAPHIQUE 3

Graphique comparatif de la tendance du nombre de déplacés internes en raison de conflits par rapport aux tendances de fonds alloués de 2010 à 2015 dans les pays autour d Lac Tchad

Source: UNFPA-AOC, 2017



De plus, une grande partie de ces fonds est orientée vers la réponse humanitaire (60%) et le relèvement (30%) au détriment de la prévention qui ne représentent que 5% des fonds humanitaires alloués aux crises de façon générale. Cette clé de répartition des fonds pourrait s'avérer inefficace car ne garantissant pas une solution durable aux crises. Une stratégie de réponse intégrée, holistique et durable mériterait davantage de considération pour contenir à la fois le nombre de crises et le nombre de personnes affectées, tout en jetant les bases pour la paix, la sécurité et le développement.



5

Conclusions

Le dividende démographique, est une approche dont l'actualité résulte directement des dynamiques démographiques que connaît le continent.

L'ensemble des pays autour du Lac Tchad est secoué par un conflit dont les conséquences sur les populations de la région sont catastrophiques tant du point de vue humanitaire que socio-économique. Un conflit qui est aussi la résultante d'un terreau social particulier, où se mêlent anomie envers l'Etat et les institutions religieuses, où domine une économie de subsistance et prospère le commerce informel, où le foncier agricole et les ressources halieutiques et hydriques se raréfient, et sur lequel se greffent populations déplacées et migrants vers l'Europe.

La résolution du conflit, dans un contexte d'urgence humanitaire, passe par l'établissement de modalités de réponses visant à venir en secours aux populations déplacées.

Résoudre les causes qui sont à l'origine des déplacements de populations représente de façon évidente un travail de longue haleine. Il est néanmoins important de préparer la réinsertion de ces populations à terme au sein de structures sociales normalisées c'est-à-dire les conduire à bâtir une résilience aux crises humanitaires. La vie au sein des camps de réfugiés et de déplacés, dans la mesure du possible, ne devrait pas être celle d'un hiatus dans les droits fondamentaux des déplacés, c'est-à-dire dans les dimensions fondamentales que sont la santé, y compris sexuelle, et l'éducation, ni celle



d'une mise en suspens des libertés par l'exploitation des plus vulnérables, dans le travail, sexuellement, ni enfin celle d'un engrenage menant vers des activités criminelles.

La résolution du conflit passe aussi par une rupture du lien intime qui lie le mouvement insurrectionnel et son environnement social immédiat, qui est celui de l'ensemble des pays autour du Lac Tchad. Et donc par des modalités d'approches de résolution de conflit qui dépassent la solution militaire et pour lesquelles le dividende démographique peut effectivement jouer à la fois le rôle de cadre de sortie de crise et de développement pour la région.

Il convient que les différents acteurs de développement et humanitaire travaillent conjointement pour assurer l'engagement continu des Etats dans l'adoption d'une approche moins militaire et plus sociale du conflit, et à l'établissement d'un dialogue entre ces Etats et les populations marginalisées de la région.



*Dans une allocution vidéo aux représentants réunis au siège de l'ONU à New York pour le sixième Forum annuel de la Jeunesse le 30 janvier 2017 le Secrétaire Général des Nations Unies, M. António Guterres a invité les jeunes à contribuer à la réalisation d'un avenir meilleur pour tous : « **Vous avez le talent, l'énergie et les idéaux pour prévenir les conflits, défendre les droits de l'homme, assurer la paix et réaliser l'Agenda 2030 pour le développement durable** ».*

Bibliographie

A Gendered Approach to Countering Violent Extremism: Lessons Learned From Women in Peace building and Conflict Prevention Applied Successfully in Bangladesh and Morocco, Brookings Institution Policy Paper, Kristina London Couture, Brookings Institution, 2014.

Accélération du dividende démographique: quelques réflexions sur les cadres stratégiques de l'UNFPA et de l'Union Africaine, Alioune Sall, Institut des Futurs Africains, 2016.

Boko-Haram : Radicalisme islamique ou insurrection sociale? JF Bayart, MM Mohamedou, The Graduate Institute, Geneva, 2015.

Dynamique démographique et la crise autour du lac Tchad, UNFPA, AOC, 2017

Démographie et Sécurité, Actes d'un atelier tenu à Paris le 14 novembre 2000, RAND, sous la direction de Laurent Murawiec et David Adamson.

Promouvoir le développement : renforcer la résilience face à la violence et à l'extrémisme, Commission européenne, 2015.

UNIVERSITY of California, Berkeley, Bixby Center for Population, Health and Sustainability: The interplay between population dynamics and conflict, 2015.

*Réaliser un monde où
chaque grossesse est désirée,
chaque accouchement est
sans danger et le potentiel
de chaque jeune est accompli*



**Bureau régional de l'UNFPA
pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre**

Route du King Fahd Palace,
Almadies - PO Box 21090 Dakar



www.unfpa.org
wcaro.unfpa.org



[@UNFPA_WCARO](https://twitter.com/UNFPA_WCARO)



[@UNFPAWCARO](https://www.facebook.com/UNFPAWCARO)